



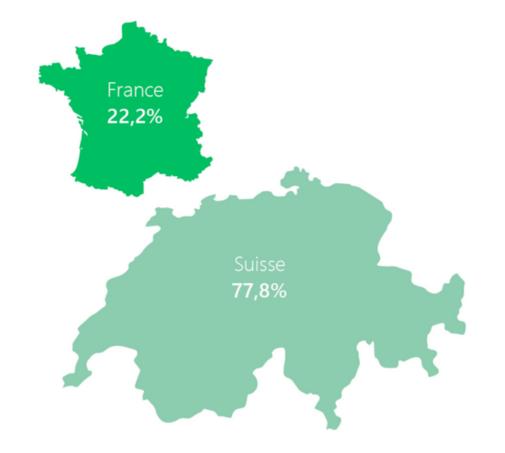
SOMMAIRE:

- 1 La CCIFS & la commission
- Objectifs et périmètre de l'étude
- 3 Profils des répondants
- 4 Synthèse
- 5 Résultats de l'enquête
- 6 Contact



À PROPOS DE LA CCI FRANCE SUISSE

Premier réseau d'affaires franco-suisse, la CCI France Suisse (CCIFS) est une institution qui regroupe à la fois la grande majorité des implantations françaises recensées en Suisse et de nombreuses sociétés helvétiques entretenant des relations commerciales avec la France. Fondée en 1894 à Genève, elle est la plus ancienne Chambre de commerce française étrangère établie en Suisse. Comme association à but non lucratif et reconnue d'utilité publique, la CCIFS est autofinancée à 100% et remplit ses missions d'organisme bilatéral en accompagnant les entreprises désireuses de s'implanter de part et d'autre de la frontière : de l'idée de l'implantation à la création de la structure en passant par des services de fiduciaire, et de développement commercial.









+120 Evénements organisés chaque année



+1'200 Prestations de services par an





La commission Développement Durable

Présentation:

- Une des 4 commissions stratégiques
- crée en **2022**
- rattachée au Conseil d'Administration de la CCIFS
- composée d'une dizaine de personnes issues d'entreprises membres de la CCIFS
- présidée par Mr Philippe Bernard

Nos Objectifs:

- S'assurer que la CCIFS reste constamment informée des évolutions légales, réglementaires, financières et technologiques relatives au développement durable, en mettant un accent particulier sur la décarbonation.
- Cartographier l'écosystème de solutions parmi les membres CCFIS et la communauté d'affaire Franco-Suisse sur ce sujet de la décarbonation et de la durabilité.
- Accompagner les membres de la chambre sur cette thématique en proposant des informations, de l'inspiration, des solutions et des idées d'actions



CIBLES DE L'ENQUÊTE

• les 950 entreprises membres de la CCIFS (en juin)

OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

- Connaître le niveau de maturité
- Estimer le niveau d'actions Scope 1,2 et 3
- Recenser les actions de décarbonation parmi les membres
- Evaluer les besoins des 950 entreprises membres de la CCIFS





PROFIL DES RÉPONDANTS

113 répondants parmi les 950 entreprises membres CCIFS

51	0/	des répondants sont à des postes de Direction Générale.
	/()	des reportaints sont à des postes de Direction deficiale.

des répondants sont à des postes de responsable RSE.

82 % sont des entreprises actives en Suisse Romande.

40 % sont également des entreprises actives en Suisse Alémanique.

61 % sont des entreprises dans le secteur des services.

26 % sont des entreprises dans le secteur de l'industrie.

des entreprises de grandes taille ont plus de 50 salariés*

^{*} Seront considérés ici, comme TPE/PME, les entreprises de moins de 50 collaborateurs. En effet parmi les membres CCIFS, la quasi-totalité des entreprises entre 50 et 250 collaborateurs sont des filiales de grands groupes présents en Suisse et sont donc assimilables, sur cette problématique de la RSE, à des grandes.



SYNTHESE

Les **TPE** et **petites PME** membres de la CCIFS sont difficiles à mobiliser et à atteindre en ce qui concerne la durabilité. Elles sont moins actives que les grandes entreprises membres, qui sont engagées, actives et bien informées sur ce sujet (les entreprises répondantes).

De **nombreuses initiatives** sont déployées dans des domaines divers, mais les TPE/PME éprouvent **des** difficultés à évaluer, classer et prioriser ces actions :

Scope 1 & 2:

Réduction de la consommation énergétique et la réduction des déplacements.

Scope 3:

- Premièrement, l'augmentation et la facilitation du télétravail, la mise en place d'une politique de recyclage, le choix de fournisseurs plus locaux et durables.
- Deuxièmement, la mobilité (réduction des déplacements aériens et plan de mobilité interne), la réduction des déchets, les achats de matières premières moins polluantes et la prolongation de la durée de vie du matériel informatique.



SYNTHESE

Les services prioritaires qui intéresseraient les entreprises membres :

- Lister les aides et subventions sur le sujet,
- Organiser des ateliers de sensibilisation aux problématiques RSE,
- Proposer des formations courtes aux membres sur les sujets de développement durable,
- Proposer des sélections d'outils et de solutions pour se lancer dans une démarche durable pour les TPE et PME,
- Mettre en avant et en valeur des exemples de réussite sur le sujet pour les TPE et PME.

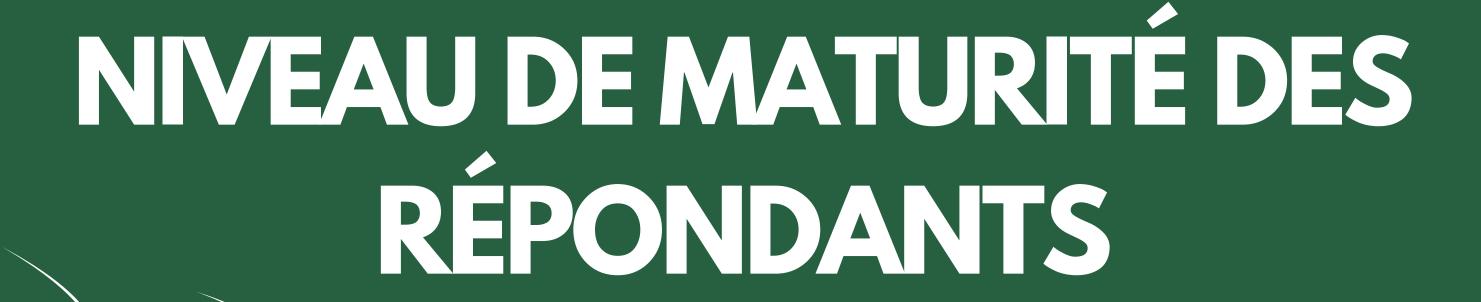
Investissement dans la durabilité :

En généralité, les entreprises sont prêtes à :

- consacrer 1H à 1/2 maximum d'ETP par semaine au sujet du développement durable
- investir (hors temps humain) entre 1 000 CHF et 10 000 CHF maximum à ce sujet par an.









Des personnes répondantes sont **très**sensibles, informées et actives sur ces
problématiques de dérèglements
climatiques



Sur les 113 répondants:

Le bilan carbone

46 % n'en n'a jamais fait

12 % ne sait pas

Rapport RSE

50 % n'en n'a jamais fait

16 % ne sait pas

Actions pour réduire l'empreinte carbonne

82 % des entreprises répondantes, ont mis en place des actions pour réduire leur empreintes carbone.

soit 94 entreprises



Le bilan carbone

68 % n'en n'a jamais fait

13 % ne sait pas

Rapport RSE

68 % n'en n'a jamais fait

5% ne sait pas

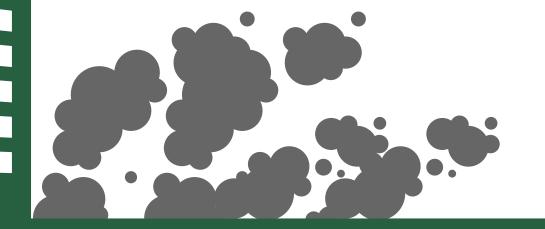
Actions pour réduire l'empreinte carbonne

76 % des entreprises répondantes, ont mis en place des actions pour réduire leur empreintes carbone.





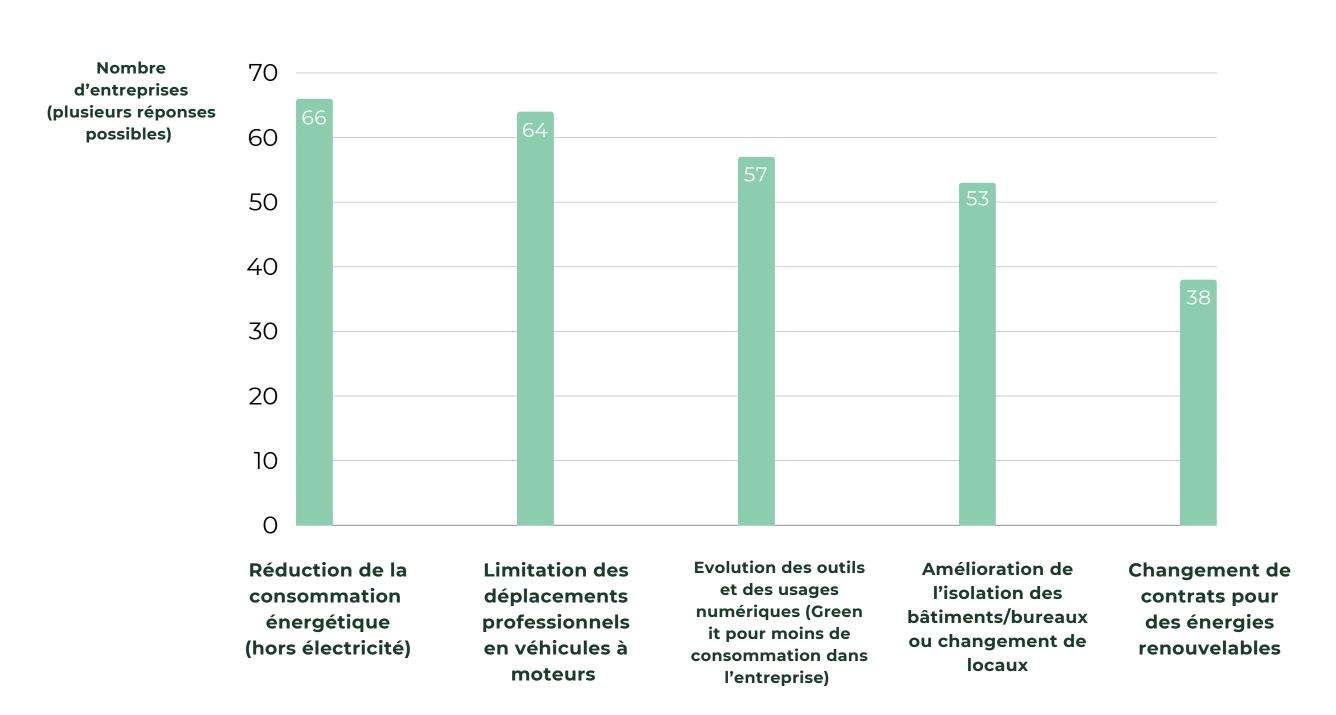
- 2/3 des entreprises ont des actions pour la réduction d'émission carbone depuis **plus** de 2 ans
- des entreprises ont des actions pour la réduction d'émission carbone depuis **moins** de 2 ans





Actions Scope 1 & 2

Les principales actions mises en place sur le Scope 1 et 2 sont celles autour de la réduction de la **consommation énergétique** et la **réduction des déplacements**.





Actions Scope 3

Les principales actions mises en place Scope 3 avec plus de 60 répondants sont :

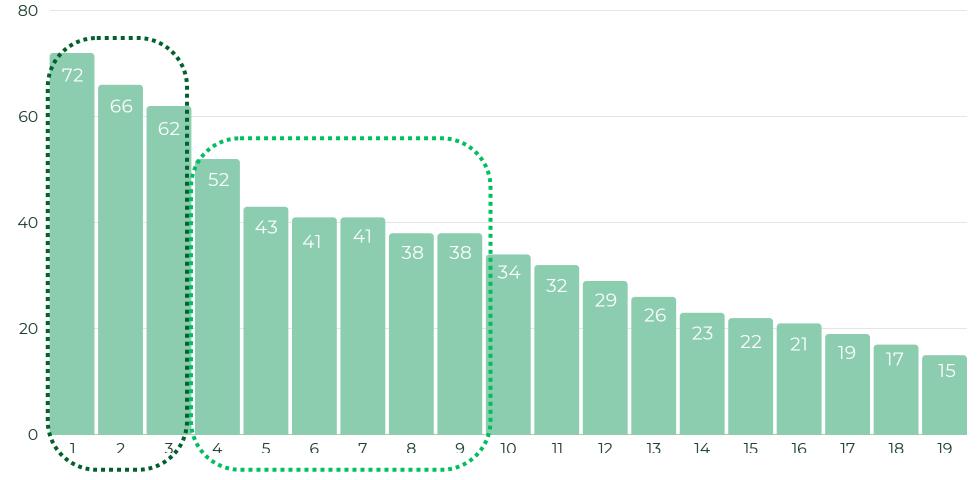
- L'augmentation et la facilitation du télétravail
- La mise en place d'une politique de recyclage
- Et le choix de fournisseurs plus locaux et durables

Viennent ensuite (entre 38 et 52 répondants) des actions sur les thèmes suivants :

- Mobilité : réduction des déplacements aériens, plan de mobilité interne
- Réduction des déchets
- Achats de matières premières moins polluantes
- Et prolongation de la durée de vie du matériel informatique



Actions Scope 3



Nombre d'entreprises (plusieurs réponses possibles)

- 1 : Augmentation et facilitation du télé-travail
- 2 : Mise en place d'une politique de recyclage en interne dans l'entreprise (tri des déchets)
- 3 : Choix de fournisseurs plus locaux et/ou plus durables
- 4 Réduction des déchets
- 5 : Limitation des déplacements aériens
- 6 : Achats de matières moins polluantes (ex : Ciment faible CO2)
- 7 : Prolongation de la durée de vie de notre matériel informatique et production
- 8 : Mise en place d'un plan de mobilité durable pour les collaborateurs
- 9 Organisation d'atelier de sensibilisation (ex : conversation carbone)
- 10 Evolution des outils et des usages numériques (Green IT)
- 11 Mise en place d'une stratégie de marketing et publicité responsable
- 12: Lancement de nouveaux produits éco-conçus
- **13:** Conception/optimisation des produits et services pour une utilisation moins émettrice de CO2
- 14: Mise en place de solutions de sourcing, seconde main
- 15: Optimisation des transports pour la livraison aval
- 16: Mise en place de solution de mobilité douce pour vos clients ou vos visiteurs
- 17: Optimisation des transports pour l'approvisionnement amont
- 18: Placement et investissement plus durable (industrie de secteur moins polluant)
- 19: Mise en place d'une politique de gestion de la fin de vie de vos produits chez vos clients





LES MESURES LES PLUS EFFICACES

Il est difficile pour les entreprises de juger la notion d'efficacité

- pour 3 raisons: pas forcément de diagnostic de départ
 - pas assez de recul
 - difficultés à mesurer les impacts de certaines actions

Malgré tout, les réponses ont été très abondantes sur le sujet avec plus de 40 domaines d'actions référencés : détails dans les slides suivants



POLITIQUE DE MOBILITÉ



- Mise en place d'une politique "Smart Travel" pour les voyages d'affaires. Cette approche a permis de réduire de 34% les émissions liées aux déplacements par rapport à 2019.
- Déplacements professionnels en train et limitation des déplacements en avion
- Participation financière pour les abonnements aux transports en commun
- Augmentation et facilitation du télétravail
- Electrification du parc véhicule, véhicule thermique dernière génération et début de réflexion sur l'hydrogène
- Promotion interne de la Mobilité douce et Prime éco mobilité
- Installation d'un local à vélo



POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENTS, GESTION DES FOURNISSEURS:

- Réduction des emballages plastiques lors de l'envoi des marchandises.
- Réduction des packagings
- Plan de transport (avec partie mobilité douce) pour la logistique locale
- Choix de fournisseurs locaux
- Choix de produits facilement réparable avec pièces de rechanges locales et disponibles



ECONOMIE CIRCULAIRE:

- Travail avec des partenaires pour transformer les déchets en énergie de chauffage et électrique pour plus de 1000 foyers
- Réutilisation de matières premières en stock chez les fournisseurs afin d'éviter le gaspillage.

LIMITATION ET TRI DES DÉCHETS:

- Réduction des déchets de tous ordres,
- Systématiser le double écran pour arrêter l'impression « facile »







- Utilisation des matériaux et réalisation des projets d'architecture renouvelable
- Changement de sourcing matériaux
- Utilisation de recharges et étuis en carton recyclé
- Evénementiel : toujours proposer des alternatives d'événements durables en phase d'appel d'offre
- Intégration du solaire dans l'offre Produit, pour des machines autonomes (photomaton)
- Interchangeabilité de pièces sur différents produits afin de faciliter la réparabilité



SENSIBILISATION:

- Formation interne à la RSE
- Formation interne Santé et sécurité au travail / Sociétale face au handicap
- Proposition d'ateliers Fresque du climat

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT:

- Mise en place d'investissements durables
- Solutions de compensation carbone systématique pour les événements clients.



GESTION DE L'IT:

- Choix d'outils numériques moins consommateur & durable,
- Utilisation d'un business model locatif qui rallonge l'utilisation des produits et combat l'obsolescence rapide,
- Recours à des solutions d'hébergement informatique ISO 14001 et ISO 50001, avec recours à une énergie renouvelable et une compensation à 200% des émissions de CO2.

GOUVERNANCE:

- Nomination d'un Chief Climate Officer,
- Constitution d'un Comité RSE sur la base du volontariat parmi les collaborateurs rattachés au CEO.

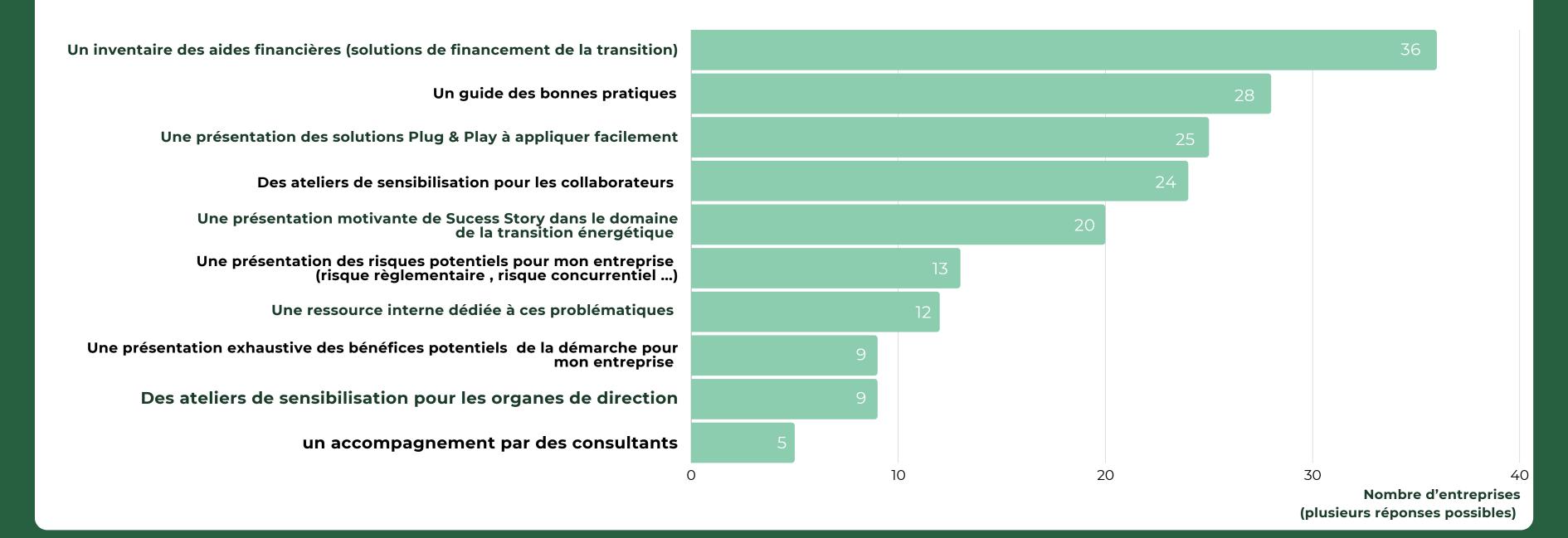


Premièrement : un **inventaire des aides financières** pour des actions de développement durable.

Puis viennent les besoins suivants:

- des guides de bonnes pratiques,
- des actions plug & play à implémenter dans leur entreprise,
- des **actions de sensibilisation** clé en main pour leurs collaborateurs,
- des présentations d'entreprises qui ont réussi leur transition (Best cases, Success story).









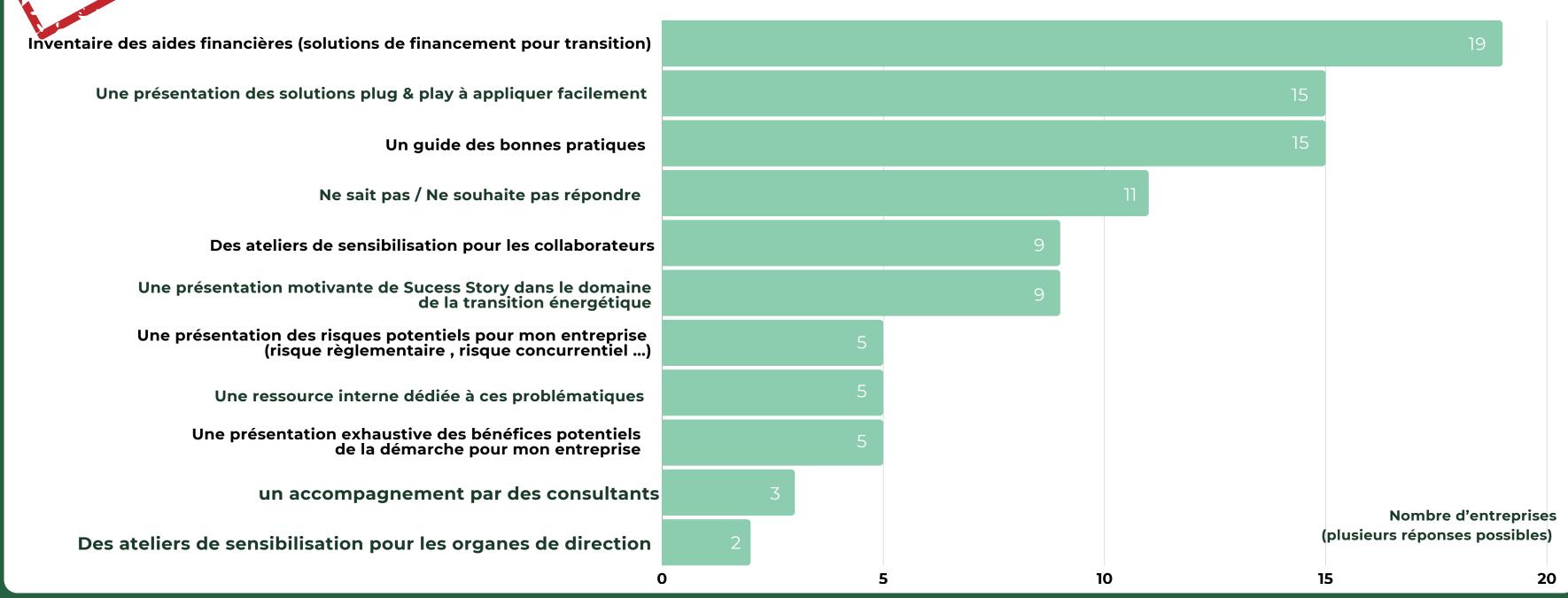
Premièrement : un **inventaire des aides financières** pour des actions de développement durable

Puis viennent les besoins :

- des informations concrètes sur des guides de bonnes pratiques,
- des actions plug & play à implémenter dans leur entreprise,
- des **actions de sensibilisation** clé en main pour leurs collaborateurs
- enfin des présentations d'entreprises qui ont réussi leur transition (Best cases, Success story)



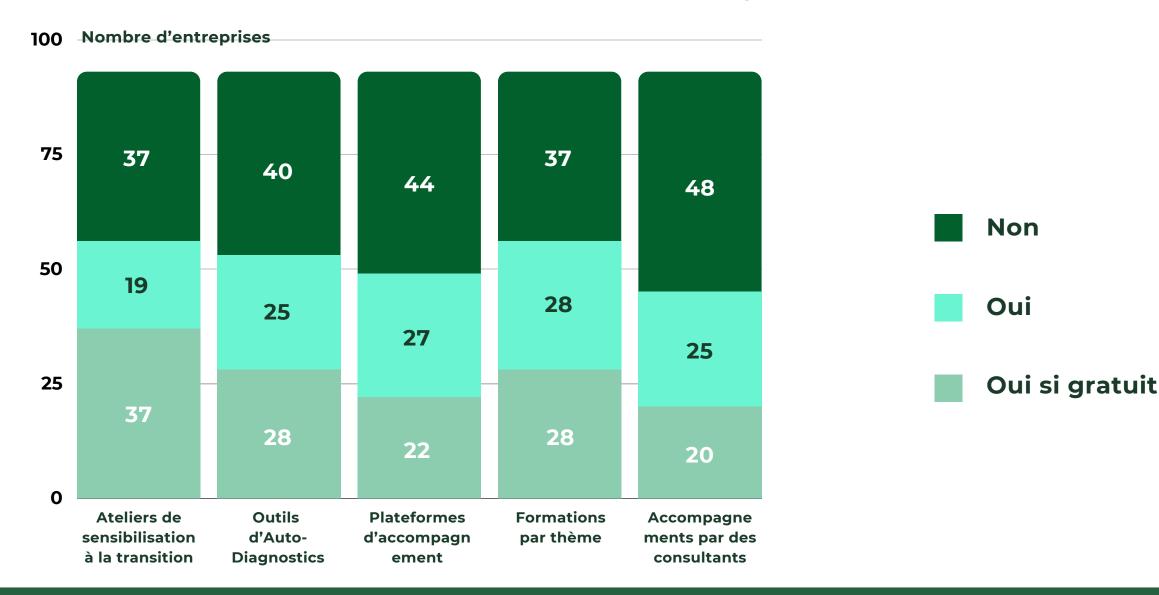






Appréciation des services que la CCIFS pourrait proposer aux membres

Les attentes se font donc essentiellement sur les ateliers de sensibilisation à la transition, les formations par thème et dans une moindre mesure les outils d'autodiagnostic.

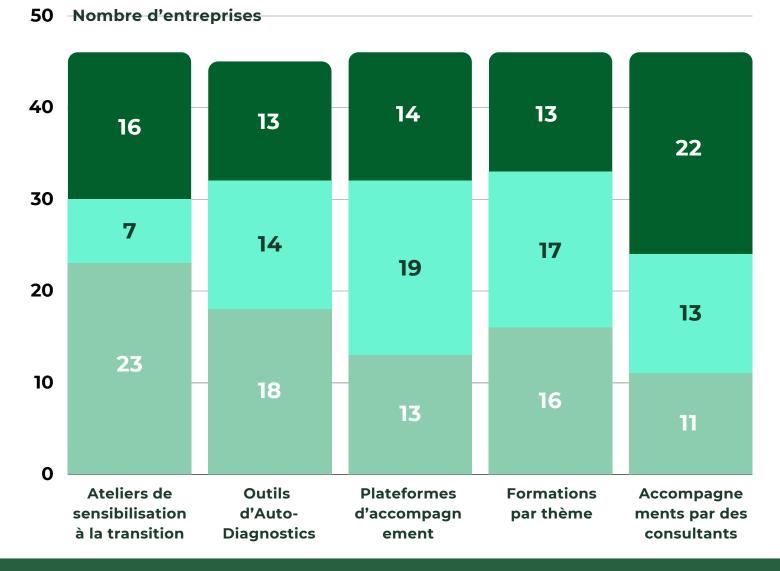




200ME 8 TPE

Appréciation des services que la CCIFS pourrait proposer aux membres

Les membres PME sont en moyenne plus intéressés que les Grandes Entreprises par les différentes propositions de services faites (autour de 70% de oui pour 4 des 5 propositions de services) : Outils d'auto-diagnostic, Formations par Thème, Ateliers de sensibilisation, Plateformes d'accompagnement.

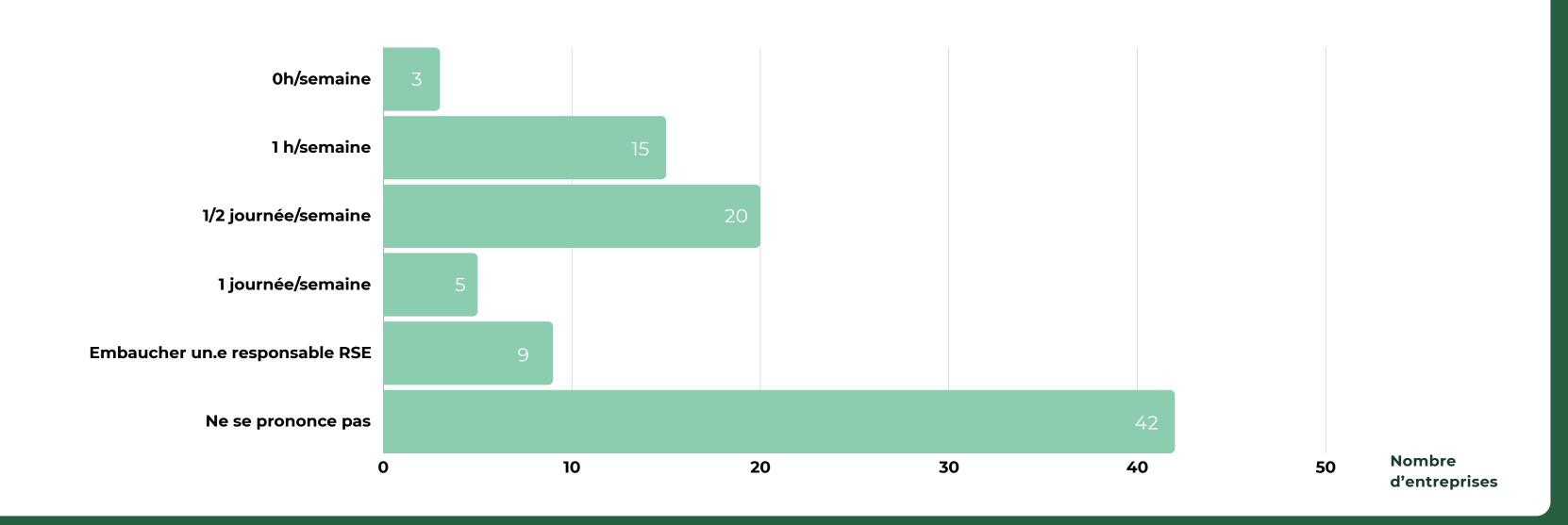






Les ressources que les membres sont prêts à investir

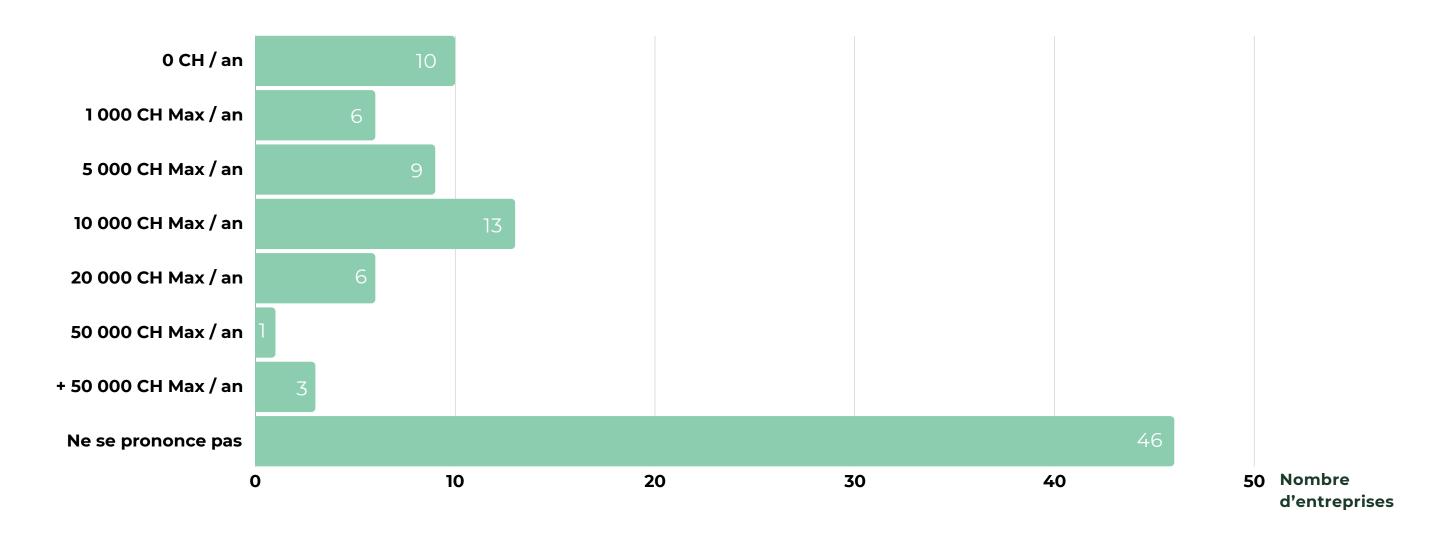
En temps humain par semaine : la plus grande part se concentre sur « une demi journée par semaine » et « 1h par semaine » mais avec une majorité qui ne se prononce pas (42 sur 94)





Les ressources que les membres sont prêts à investir

En investissements financiers par an : une majorité ne se prononce pas (46 sur 94) puis 19 entre 5'000 et 20'000 CHF par an maximum et 15 entre 1'000 CHF et 5'000 CHF maximum par an.

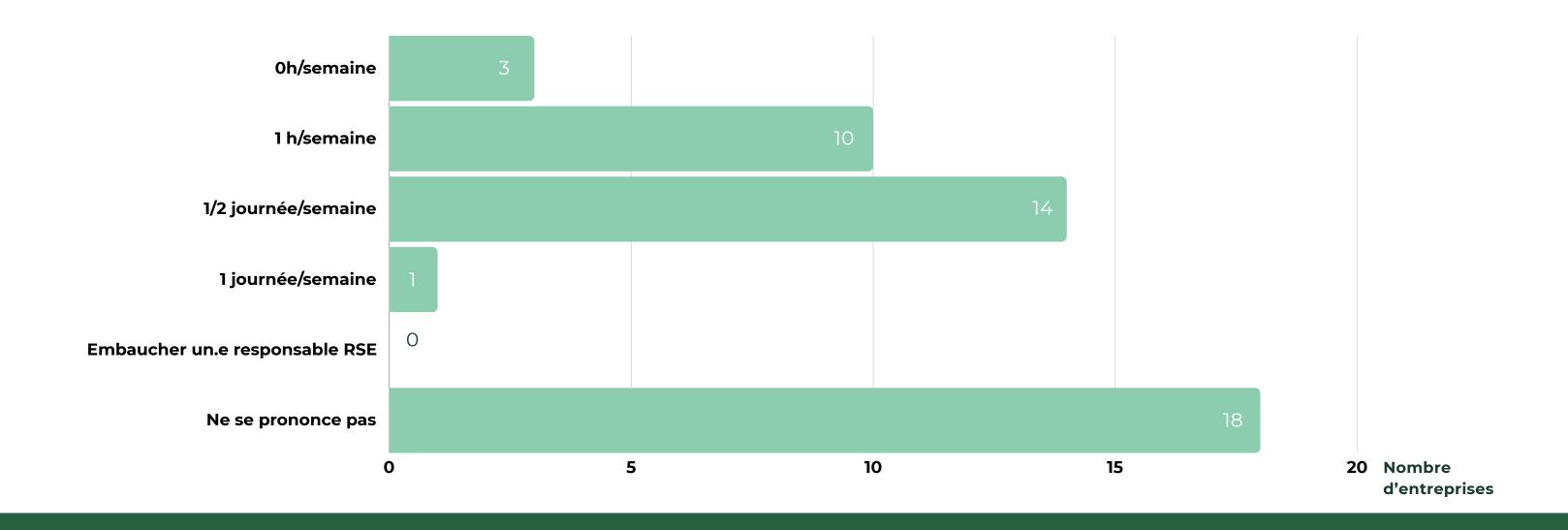




700ME 8 TDE
46 entreprises

Les ressources que les membres sont prêts à investir

En temps homme par semaine: la plus grande part se concentre aussi sur « une demie journée par semaine » (14 sur 47) et 11 sur 47 « 1h par semaine » mais avec une majorité qui ne se prononce pas (18 sur 47)

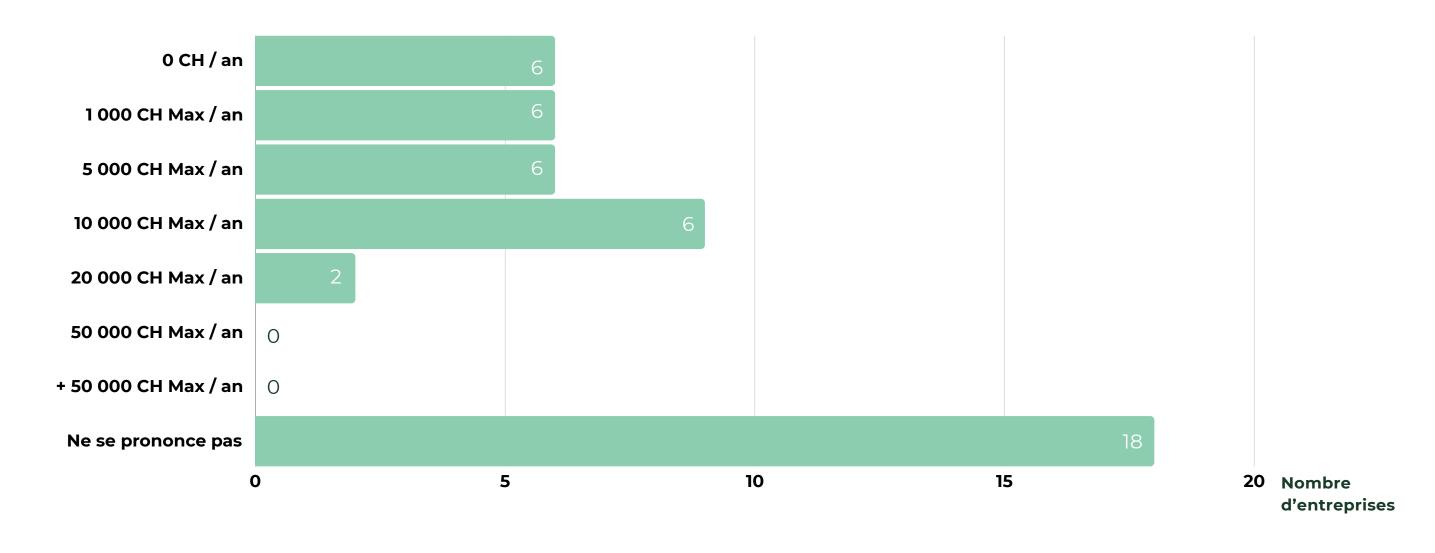




200ME 8 PER Prises 1.1

Les ressources que les membres sont prêts à investir

En investissements financiers par an : une majorité ne se prononce pas (18 sur 47) puis 9 entre 5'000 CHF et 10'000 CHF, 6 moins entre 1'000 et 5'000 CHF et 6 moins de 1'000 CHF.







CONTACT:

PHILIPPE BERNARD

President de la Commission Développement Durable Losinger Marazzi

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE OU LA COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE :

DAMIEN KELLER

Chargé de la Commission Développement Durable dkeller@ccifs.ch

